

Les relations entre la Grèce et la Russie : un « axe orthodoxe » ?

Malgré la disparition de l'ancien clivage idéologique sur lequel reposait la guerre froide avant la chute du mur de Berlin, la tension est-ouest persiste et se renforce. Comment cela s'explique-t-il ?

Le clivage est-ouest ne fait pas l'unanimité au sein de l'Union Européenne. La Grèce n'est qu'un exemple parmi d'autres de pays ayant manifesté, à l'égard des sanctions prises contre Moscou, des réticences que l'arrivée au pouvoir de Syriza en 2015 n'a fait qu'accentuer. Il n'en fallut pas plus pour éveiller chez certains le soupçon de l'existence d'un « axe orthodoxe », qui supposerait que le partage d'une religion commune, en l'occurrence le rite chrétien orthodoxe, contribuerait à rapprocher deux pays, en l'occurrence la Grèce et la Russie, appartenant pourtant à des alliances opposées.

L'hypothèse selon laquelle les affinités religieuses entre les peuples respectivement russe et grec expliqueraient la relation diplomatique entre ces deux pays repose implicitement sur le maniement des concepts de conscience collective, de mémoire collective, d'opinion publique. Elle suppose que la conscience collective se traduirait dans une opinion publique. Cette opinion publique serait en partie constituée d'un sentiment de solidarité avec d'autres peuples en raison d'une affinité culturelle ou d'une expérience véhiculée par la mémoire collective. Les gouvernements devraient en tenir compte s'ils veulent gagner la confiance de leurs peuples, ce qui les conduirait à orienter leurs prises de position diplomatique dans un sens qui flatterait ces sentiments de solidarité.

Quand on examine l'Histoire de la Grèce, la plus récente à la lumière de la plus ancienne, on peut supposer que la mémoire collective a pu engendrer chez les Grecs trois catégories de conscience collective : une conscience de classe, un sentiment d'appartenance au monde orthodoxe, enfin, une conscience nationale hellénistique.

Seule la deuxième catégorie, alimentée par le souvenir de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie ou du conflit gréco-turc à propos de Chypre, est susceptible d'éclairer le renforcement d'une solidarité entre les peuples russes et grecs, qui ne se justifierait toutefois pleinement que sur la base de la représentation selon laquelle « l'ennemi de mon ennemi est mon ami ». Or, cette représentation a un caractère auto-réalisateur.

Mais ce sentiment d'appartenance au monde orthodoxe entre en contradiction avec la troisième catégorie de conscience collective, produit de la mémoire de la Grèce antique et de l'empire macédonien, producteur de conflits internes au monde orthodoxe.

L'hypothèse d'une dépendance de la parole diplomatique à l'égard de l'opinion publique n'étant pas entièrement satisfaisante, on est conduit à examiner celle d'une dépendance supposée de cette parole à l'égard de l'économie.

La proximité géographique suffit à rendre compte d'une partie des liens qui ont pu se tisser entre le monde grec et le reste du monde « orthodoxe ». Elle n'est d'ailleurs pas sans lien avec la proximité religieuse, car les flux économiques sont en même temps des

relations humaines. Loin de s'opposer et d'être alternatifs l'un de l'autre, les facteurs économique et religieux se complètent.

La Grèce exporte surtout des produits agricoles vers la Russie. Elle ressentit plus durement que d'autres pays membres l'embargo décrété par Moscou en juillet 2014 sur les exportations agro-alimentaires en provenance de l'Union Européenne. Cet embargo venait en réponse aux sanctions prises contre la Russie.

Mais la Grèce représentait aussi, en 2013, la troisième destination touristique étrangère pour les citoyens russes. L'influence des liens touristiques sur les prises de position diplomatiques est toutefois indirecte. Dire qu'elle n'opère que par le biais des représentations mentales des acteurs ne revient pas à lui dénier toute réalité.

Les pays européens sont inégaux face à la dépendance au gaz russe et ukrainien : en 2014, elle était totale pour la Grèce, qui pouvait donc craindre plus que d'autres pays les conséquences des relations diplomatiques mouvementées entre la Russie et l'Ukraine.

Mais on peut montrer que l'interdépendance économique ne créait, en soi, aucune nécessité de l'alignement diplomatique. La dépendance économique est à la fois réelle et fantasmée. Elle est réelle en ce sens que la parole diplomatique ne serait pas ce qu'elle était si la structure des liens économiques était différente ; elle est fantasmée en ce sens qu'aucune rationalité ne détermine les diplomates à prendre leurs positions à cause de cette dépendance.

De plus, tout comme l'état de leurs affinités culturelles, la structure des flux économiques qui lient les peuples russe et grec est une donnée structurelle, stable à long terme. Elle ne peut expliquer les changements conjoncturels de la parole diplomatique, qui peuvent être aussi soudains que spectaculaires.

Il faut donc faire intervenir un autre interlocuteur majeur de la parole diplomatique grecque : les dirigeants de l'Union Européenne et de la zone euro, avec lesquels la relation fut vécue comme un rapport de forces au moment de la « crise de la dette publique ». Tout comme l'Ukraine, la Grèce est inscrite dans deux espaces économiques rivaux : celui de l'est et celui de l'ouest. Il y a une apparente logique à se rapprocher de la concurrence lorsque l'espace d'appartenance est vécu comme hostile. Cette hostilité pouvait faire apparaître Moscou, aux yeux des Grecs, comme « l'ennemi de mon ennemi ». Sans prêter aux diplomates la naïveté d'adhérer eux-mêmes à cette représentation, on peut tout simplement imaginer que les Grecs ont voulu utiliser leurs positions « pro-russes » pour peser dans la négociation européenne au sujet de la dette publique, mettant en balance l'éventualité d'un « changement de camp ».

Si les affinités entre les peuples ne suffisent pas à rendre compte des « rapprochements » entre les capitales, les affinités idéologiques entre leurs dirigeants ne s'avèrent guère plus éclairantes. En janvier 2015, Alexis Tsipras confia la diplomatie grecque à une personnalité russophile mais athée. Côté russe, on voit un Vladimir Poutine, ancien cadre du KGB qui a servi le pouvoir à une époque où la religion était interdite, faire montre aujourd'hui d'une ferveur religieuse ostentatoire. Difficile dans ces conditions de croire en la sincérité d'une telle ferveur. Le pouvoir russe a instrumentalisé la religion, pour en faire l'un des piliers, avec le nationalisme slave, de l'identité russe. Les faits justifient ici une approche réaliste de la parole diplomatique, qui conteste la sincérité de

cette parole. Nous ne sommes pas dans un rapport de reflet dans lequel la conscience religieuse du peuple russe serait déterminante et dicterait la parole des dirigeants. Ce sont plutôt ces derniers qui ont la main sur la conscience religieuse populaire.

En admettant que les dirigeants russes et grecs eussent été animés d'une même foi chrétienne orthodoxe et en supposant cette foi sincère de part et d'autre, cela n'eût pas suffi à rapprocher les deux Etats, ou à comprendre les rapprochements contenus dans leurs paroles diplomatiques respectives. Le conflit russo-ukrainien n'est-il pas lui aussi interne au monde orthodoxe ?

Ni la dépendance économique, qu'elle soit à l'égard de la Russie ou de l'Union européenne, ni l'influence d'une quelconque opinion publique, ni même la tactique diplomatique ne suffisent donc à comprendre la constance d'un certain soutien grec à Moscou et l'accentuation de ce soutien à partir de 2015, avant, il est vrai, le refroidissement de 2018. Même si chacun de ces facteurs a sa part de vérité, j'aimerais les compléter par l'hypothèse qui suit : la représentation selon laquelle « les ennemis de nos ennemis sont nos amis », qui forme une partie de la conscience collective, habite parfois les élites intellectuelles et les décideurs, surtout si ces derniers sont persuadés qu'ils doivent en tenir compte parce qu'elle est ancrée dans l' « opinion publique ». Ainsi, pour un marxiste, l'impérialisme du capitalisme occidental reste l'ennemi principal. Rien ne le symbolise mieux que le FMI, son argentier, et l'Otan, son bras armé. La Russie de Vladimir Poutine, qui a renoncé au projet communiste, a cependant vécu l'élargissement de l'Otan comme une humiliation et une menace d'encerclement. Cela peut suffire à inciter certains acteurs politiques qui se réclament aujourd'hui du marxisme à soutenir sa politique.